

croissance s'est assortie d'un déficit encore plus lourd. L'Allemagne, par contre, continue d'accumuler de vastes réserves excédentaires de devises étrangères. Le flottement à la baisse de la livre (et de la lire) alimente les pressions en faveur de la réévaluation du mark. En fait, la mise en place du système de taux de change flottant en remplacement de l'ancien système monétaire qui venait de s'écrouler a accentué la différence entre les rendements nationaux. En retour, ces différences ont amplifié les tensions sur d'autres questions.

Quelles ont été les principales tensions entre les Neuf au cours des dernières années? La première concerne l'aide régionale. L'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande ont toutes les trois rivalisé pour obtenir les maigres crédits de développement régional en caisse. Toutes trois ont des régions pauvres ou éprouvées et ni l'Italie ni la Grande-Bretagne ne sont parvenues à recycler leur production nationale de manière à répartir équitablement leurs richesses ou à doter les régions plus pauvres d'un potentiel de croissance. La Grande-Bretagne, en outre, a eu tendance à se conduire comme si les pertes subies à la suite de son entrée tardive dans la CEE (un déficit supplémentaire de sa balance commerciale d'environ cinq millions de livres, au prix de 1973) constituaient une concession de sa part qui aurait dû être compensée par un afflux massif de crédits pour le développement régional. Toutefois, les problèmes politiques internes de l'Italie se sont avérés plus pressants. Il ressort en dernière analyse que le programme d'aide régionale n'a pas l'ampleur nécessaire pour influencer de manière sensible sur le développement de l'un ou l'autre des pays visés dans les années qui viennent.

En deuxième lieu, il faut compter avec la politique agricole commune dont la mise en œuvre révèle un certain paradoxe. A l'origine, la PAC était l'aboutissement d'une entente franco-allemande, aux termes de laquelle les deux pays tentaient de maintenir un certain degré de prospérité pour leurs populations paysannes trop fortes. Règle générale, l'Allemagne avançait la plus grande partie des crédits et la France récoltait le gros des bénéfices, situation qui dénote l'ascendant que De Gaulle exerçait sur Erhard. D'autre part, cette politique trahissait la tentative délibérée de la France de conserver une forte proportion de sa population sur la terre. Sous cette forme, elle revenait en définitive à un impôt dont la France frappait les autres membres de la Communauté dans l'intérêt de sa stabilité politique et sociale. Mais cela allait en contradiction avec l'un des buts avoués de la PAC: ménager la

mise à la retraite confortable des petits propriétaires non rentables et accroître de cette façon l'efficacité de l'ensemble de l'agriculture européenne. En d'autres mots, des tensions cachées minaient la PAC, dont la mise en œuvre économique et sociale variait d'ailleurs de pays en pays.

Le prix à payer

La Grande-Bretagne, quant à elle, était pourvue d'un réseau agricole extrêmement au point et c'est à contre-cœur qu'elle accepta la PAC comme faisant partie du prix de son adhésion. On s'attendait à ce que cette politique alourdisse considérablement l'économie britannique. Aujourd'hui, on allègue toutefois qu'elle a eu exactement l'effet contraire. Si bien que les Britanniques qui avaient naguère, avec les Allemands, fait de la révision des accords agricoles une priorité de leurs politiques européennes, déclarent maintenant, toujours avec la caution allemande, qu'ils sont non négociables.

La raison est évidente. Le mécanisme des «devises vertes», en vertu duquel une unité de compte fictive pour l'ensemble des prix agricoles de l'Europe est ensuite transformée en devise nationale, est hautement avantageux pour les pays dont la monnaie connaît un flottement à la baisse. Ce sont donc la Grande-Bretagne et l'Italie qui reçoivent des subventions par le truchement de la PAC. Il va de soi que les Allemands continuent de payer la note. Mais le vrai paradoxe, c'est que la PAC représente *effectivement* un lourd fardeau pour la Grande-Bretagne et d'autres pays, puisque les subventions ne servent en fin de compte qu'à payer les prix par trop élevés qui ont été fixés pour les denrées européennes. Ces prix ont entraîné une surproduction et une sous-consommation: des flots de vin et de lait et des montagnes de beurre et de bœuf alors qu'une grande partie des communautaires peuvent tout juste se permettre de la viande une fois par semaine. La PAC avait du même coup créé des tensions en matière de relations étrangères puisqu'elle avait été conçue, d'une part, pour permettre l'importation des produits du Tiers Monde, de façon à soutenir les pays en développement ou du moins à se gagner leurs faveurs, et d'autre part, pour limiter les importations en provenance des États-Unis et du Canada afin d'encourager les agriculteurs européens.

Ces tensions sont moins fortes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a trois ou quatre ans et ont été partiellement fondues dans le creuset du dialogue Nord-Sud. Mais on ne peut s'attendre à ce qu'elles restent sous la surface indéfiniment. L'Europe a étendu la portée de ses